

Quelles perspectives de coopération entre la Turquie et l'Union européenne en matière d'industrie de défense ?



Albert Kandemir | 27 mai 2026 | ARTICLES



Alors que le vocable d'« Europe de la défense », c'est-à-dire le rapprochement des pays européens autour [d'une défense commune](#), se popularise jusqu'à devenir un élément de langage des chancelleries européennes, le ministre turc des Affaires étrangères, a déclaré en février 2025 que « [toute Europe de la défense qui exclurait la Turquie serait irréaliste](#) ». Ce que Hakan Fidan signifie par là, c'est que le complexe militaro-industriel de son pays s'est consolidé au point qu'il s'impose désormais naturellement comme un partenaire incontournable de l'Europe, au moment où cette dernière cherche à diversifier ses fournisseurs.

Cette déclaration met en lumière des enjeux plus larges qui traversent aujourd'hui les perspectives d'une défense européenne. Comment bâtir un projet commun entre États souverains sur des questions régaliennes ? Comment penser une interdépendance industrielle avec des partenaires entre lesquels existent à la fois des convergences et des divergences profondes ? Les capitales européennes peuvent-elles réellement se permettre de se passer d'un acteur montant de l'industrie de l'armement, de surcroît candidat officiel à l'adhésion à l'Union européenne (UE) ? Enfin, quelles leçons tirer de l'évolution du complexe militaro-industriel turc pour éclairer les enjeux de l'autonomie stratégique européenne ?

Le présent article propose une étude resituant la trajectoire du complexe militaro-industriel de la Turquie, qui est passé d'une dépendance quasi totale vis-à-vis de fournisseurs étrangers à un taux d'indigénisation atteignant près de 80 % selon les autorités turques. De plus, [1,9 % du produit intérieur \(PIB\) turc](#) est consacré au budget des armées pour l'année 2025. La présente étude aborde ainsi l'état de la coopération entre les autorités turques et certains acteurs européens de la défense, et dresse un tableau des perspectives possibles d'une intégration plus poussée de la Turquie dans les industries de défense européennes.

Guerre d'indépendance et guerres contre la dépendance

Pour comprendre l'état du complexe militaro-industriel turc, il faut d'abord opérer un saut dans l'histoire. En effet, déjà au XIX^e siècle, l'« [homme malade de l'Europe](#) », à l'instar d'autres empires séculaires et déclinants tels que la Chine, prend conscience du retard industriel qui le sépare de ses concurrents. C'est alors que s'établit, dans la deuxième moitié du siècle, [une coopération](#) en matière de fourniture d'armes avec l'Empire allemand, qui culminera lors de la Grande Guerre.

Au cours de la guerre d'indépendance turque (1919-1922), dans les coulisses de l'épopée victorieuse d'un peuple solitaire mais héroïque largement répandue par l'historiographie nationaliste, se cachent des accords passés [entre Mustafa Kemal et les élites soviétiques de l'époque](#). Les fournitures de fusils, d'armes automatiques et d'obus à la Turquie furent telles que de [nombreux historiens](#) estiment que faute de ces dernières, l'issue de cette guerre de libération nationale n'eût pas été à la faveur des forces kémalistes.

Dans l'entre-deux-guerres, l'état moribond de l'économie turque ne permet pas l'émergence d'une armée suffisamment préparée et équipée pour faire face aux soubresauts géopolitiques des années 1930 et 1940. C'est donc en partie [pour cette raison qu'Ankara](#) a opté pour une attitude [qualifiée de neutre](#) durant la quasi-totalité de la Seconde Guerre mondiale. On voit ainsi comment une politique de défense conditionne une politique étrangère : en l'absence de capacités défensives efficaces, un pays aura tendance à privilégier la neutralité ou, à tout le moins, une extrême prudence dans la conduite de sa politique extérieure.

Par la suite, la menace que Moscou a fait peser sur la souveraineté turque des détroits du Bosphore et des Dardanelles a précipité la [Turquie sous le parapluie américain](#) jusqu'à ce qu'elle rejoigne, en février 1952, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). C'est alors qu'une intense dépendance de la Turquie vis-à-vis de l'Occident, et en particulier des États-Unis d'Amérique, s'installe en matière d'armement via la doctrine Truman et le [plan Marshall](#). De nouveau, il est pertinent de noter comment une forte dépendance en matière d'armement a conditionné la politique étrangère turque, largement alignée sur celle des États-Unis d'Amérique (participation à la guerre de Corée contre les forces communistes, signature du traité de Bagdad, etc.). La Turquie se rend alors compte des problèmes posés par un tel niveau de dépendance.

En effet, lorsque des troubles éclatent sur l'île de Chypre entre communautés hellénique et turque, et qu'une intervention turque est envisagée, Ankara reçoit [une lettre de Lyndon B. Johnson](#) (1964) dans laquelle le président étasunien menace de couper toute aide militaire si une telle décision était prise par la Turquie. La menace de Johnson se concrétise d'ailleurs 10 ans plus tard. En 1974, à la suite du coup d'État mené par la milice Organisation nationale des combattants chypriotes (EOKA-B), soutenue par la dictature des colonels en Grèce, la Turquie intervient en effet pour protéger les Chypriotes turcs. L'opération « Attila » provoque la colère du Congrès américain, qui décide d'appliquer un [embargo sur l'exportation d'armes](#) à destination de la Turquie.

On voit ainsi que la problématique à laquelle sont aujourd'hui confrontés de nombreux États européens – celle d'une dépendance à l'égard de l'hégémon américain, lequel n'hésite pas à utiliser les ressorts de cette dépendance pour infléchir la politique étrangère de ses alliés – s'est imposée à la Turquie plus d'un demi-siècle auparavant. L'embargo décrété à la suite de l'intervention de 1974 constitua à cet égard un traumatisme majeur pour Ankara, puisqu'il a révélé les coûts politiques et stratégiques d'une dépendance excessive en matière d'armement. C'est à partir de ce moment-là que la Turquie décide de réduire au maximum son assuétude vis-à-vis des États-Unis. Notamment, en 1985, le [Secrétariat des industries de défense est créé](#) afin que cette impulsion se traduise d'abord dans un cadre institutionnel. L'un des grands aboutissements de ce secrétariat est le programme de coproduction des avions de chasse F-16, par lequel Ankara a pu conditionner ses commandes au géant étasunien General Dynamics à des transferts de technologie et à une participation de l'industrie turque à la production – ce qui a permis aux entreprises qui la composent d'acquérir des savoir-faire industriels déterminants.

L'indigénisation progressive du complexe militaro-industriel turc

C'est donc sur ce socle, constitué pendant deux décennies, que le Parti de la justice et du développement (AKP), cofondé par Recep Tayyip Erdoğan et arrivé au pouvoir en 2002, va s'appuyer pour opérer une montée en puissance du complexe militaro-industriel. Pourtant, bien que le parti se prévalait d'une politique étrangère fondée sur la paix et la prospérité (portée par la doctrine de « [zéro problème avec les voisins](#) » théorisée par Ahmet Davutoğlu, ministre des Affaires étrangères à partir de 2009), il [annonçait déjà une indigénisation](#) du complexe militaro-industriel turc.

Dans ce contexte, revenir à la définition de l'indigénisation de [l'anthropologue Marshall Sahlins](#) peut s'avérer utile. Contre l'idée selon laquelle la modernisation entraînerait l'effacement de spécificités culturelles des sociétés non occidentales, il souligne que l'appropriation locale d'éléments exogènes (notamment technologiques et économiques) conduit au contraire à leur

domestication. Dans le cas turc, cette perspective permet d'analyser l'indigénisation de l'industrie de défense comme une volonté d'autonomisation technologique et stratégique. Il faut rappeler qu'à cette époque, la Turquie, à la faveur de réformes économiques majeures, parvient à construire une économie robuste et compétitive ([le PIB turc](#) passe par exemple de 250 milliards d'euros en 2002 à 600 milliards en 2011).

En outre, si la première décennie de notre siècle pouvait témoigner d'une préférence pour le *soft power* dans la conduite de sa politique étrangère, à partir des années 2010, la Turquie se retrouve systématiquement confrontée à des enjeux sécuritaires qui mettent en péril ses intérêts vitaux : guerre civile syrienne, embryon d'une autonomie kurde dans le Nord de la Syrie, reprise du conflit armé contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), compétition régionale, etc.

On assiste alors à une accélération de la montée en puissance du complexe militaro-industriel turc. De plus, la Turquie sait que sur certains sujets politiques, ses intérêts divergent de ceux de ses alliés, notamment sur la question kurde. C'est donc à partir de ce moment-là que l'on peut comprendre l'un des plus grands aboutissements de l'industrie de défense turque : la fabrication de drones. De fait, dans les années 2000, le pays acquiert une dizaine de drones Heron israéliens, mais les tensions majeures entre Ankara et Tel-Aviv [ont ralenti les acquisitions](#) et, en 2012, le Congrès américain, méfiant quant à la fiabilité du gouvernement turc, a bloqué [la vente des drones Predator](#) qui lui était destinée. La Turquie avait en effet été accusée par certaines sources d'avoir [révélé la couverture de dix agents du renseignement iranien](#) travaillant avec Israël. Dès lors, ce sont les entreprises [Baykar et Turkish Aerospace Industries](#), la première étant privée, la seconde publique, qui ont développé les drones dont on connaît à présent le succès, montrant ainsi la capacité du pays à mettre en place un [modèle industriel hybride](#).

Les drones turcs ont donc acquis une renommée internationale en raison de leur efficacité sur différents [théâtres de guerre](#) : contre le PKK, les Unités de protection du peuple (YPG), des groupes terroristes islamistes en Syrie et en Irak, mais également en Libye contre les forces du maréchal Haftar appuyées par la milice Wagner en 2020, contre les forces indépendantistes du Haut-Karabagh lors de la reprise du conflit en 2020 entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, et, plus récemment encore, par l'Ukraine au début de l'invasion à grande échelle de son territoire par les forces russes en 2022.

Les drones ont par ailleurs occulté les autres développements de la Turquie en matière d'armement, puisque l'industrie de défense nationale a connu un essor multidimensionnel. En particulier, et selon les autorités, elle est passée d'un taux d'indigénisation [d'à peine 20 % en 2002 à presque 80 % en 2025](#). Au cours de la même période, elle est passée du rang [de 4^e plus grand importateur](#) à celui [de 11^e exportateur d'armes](#) dans le monde. Enfin, [cinq entreprises turques](#) de défense ont rejoint le « top 100 » des plus grandes entreprises mondiales (MKE, ROKETSAN, ASELSAN, TAI, ASFAT) d'après le journal américain [Defense News en 2024](#).

Il est également notable que la Turquie a permis l'émergence d'une telle industrie en se fondant sur un [technonationalisme](#), explicitement mis en avant dans le discours officiel, avec des représentations symboliques et politiques de cette doctrine comme le montre le [Teknofest](#). Cette orientation repose sur l'idée que la maîtrise des technologies de défense constitue un élément central de la souveraineté nationale, de la puissance militaire et du développement économique. Dans cette perspective, [l'État turc a soutenu](#) la structuration d'un écosystème technologique à travers des politiques d'investissement public, des programmes de recherche et développement (R&D) et la promotion d'entreprises de la défense.

Les accords et les partenariats entre la Turquie et certains pays membres de l'UE

Ainsi, forte d'une production intense de matériels de défense, la Turquie est devenue un pays exportateur. Cependant, ces ventes s'orientent principalement vers des pays non occidentaux et non européens, la Turquie demeurant un client des industries de défense européennes. Par exemple, la Turquie a acté avec le Royaume-Uni [l'achat de 20 avions de chasse Eurofighter](#) en octobre 2025. Il est vrai que [l'exclusion de la Turquie du programme F-35](#) en 2019, consécutive à l'achat des systèmes de défense antiaériens S-400 russes, avaient contraint Ankara à diversifier ses partenariats en matière d'aviation de combat, ouvrant la voie à l'achat des Eurofighters. Le rapprochement turco-européen est ainsi en partie tributaire des frictions américano-turques. Si [la rencontre entre Recep Tayyip Erdoğan et Donald J. Trump](#) à Washington en septembre 2025 a pu contribuer à une atmosphère de coopération, les obstacles demeurent et ce *statu quo* renforce donc les conditions d'un approfondissement de la coopération turco-européenne.

De fait, la Turquie est l'un des marchés les plus attractifs pour [les fabricants d'armes espagnols](#), l'Espagne ayant autorisé des exportations d'équipements militaires d'une valeur de 6,11 milliards entre 2013 et 2022, dont 1,18 milliard en 2022 seulement. À titre d'exemple, des entreprises espagnoles de défense, telles que Navantia, ont collaboré étroitement avec les sociétés turques [sur des projets navals](#), notamment la construction du porte-aéronefs Anadolu opéré par la marine turque. Mais la situation tend peu à peu à se rééquilibrer : en décembre 2025, Madrid a confirmé [la commande de 30 avions d'entraînement](#)

[Hürjet](#) auprès de TAI pour un montant de 2,6 milliards d'euros, une première pour un avion militaire de conception turque vendu à un membre de l'OTAN et de l'UE.

La Turquie constitue également l'[un des plus grands marchés](#) pour l'Italie. Les ventes ont principalement concerné quatre types de matériels : des hélicoptères, des canons navals ou encore des satellites militaires. L'industrie italienne a également fourni des sous-systèmes destinés à des systèmes turcs, comme les radars Osprey 30 de Leonardo pour les drones Bayraktar TB2. Si la situation politique entre Rome et Ankara est au beau fixe, leurs chancelleries convergeant sur certains dossiers, notamment sur la reconnaissance du Gouvernement d'accord national en [Libye](#), cela n'a pas toujours été le cas. Une crise diplomatique avait touché les deux pays entre 1998 et 1999, lorsqu'Abdullah Öcalan, le *leader* du PKK, avait séjourné en Italie et que cette dernière avait refusé de l'extrader. Pour autant, cela n'a pas mis fin aux partenariats en cours. Ce qui prouve deux choses : d'une part, si la Turquie peut être un partenaire difficile, elle est capable de compromis et, d'autre part, en raison de son statut de puissance moyenne dont les succès en matière d'armement comportent des limites structurelles, notamment en matière de hautes technologies et de limites dans le budget de R&D, la coopération avec ses alliés, si elle ne relève pas forcément d'une convergence idéologique, demeure à tout le moins une nécessité matérielle. Ainsi, des besoins persistent en matière d'acquisition d'armes.

Par conséquent, multiplier les partenariats réduira le risque de voir la Turquie se tourner vers des fournisseurs non européens, comme elle l'a fait en 2019 en acquérant le système de défense antiaérienne et antimissile S-400 russe. Ce choix [avait été justifié](#) en invoquant l'autonomie stratégique nationale et comme une réponse aux hésitations américaines quant à la vente de son système PATRIOT.

En plus des cas italien et espagnol, la Turquie a également conclu des accords significatifs avec la [Pologne](#) et la [Roumanie](#). En 2021, Baykar a signé un contrat pour la fourniture de 24 drones Bayraktar TB2 à la Pologne, 18 à la Roumanie, en plus de 1 000 véhicules blindés légers. Ces deux pays, qui cherchent à se défaire progressivement de leur arsenal d'origine soviétique vieillissant, se tournent traditionnellement vers des fournisseurs non européens, tels que les États-Unis ou la Corée du Sud, invoquant notamment la lenteur des capacités de production de leurs partenaires sur le Vieux Continent. Dans ce contexte, la Turquie apparaît comme un partenaire capable de combler partiellement ces lacunes. Toutefois, l'entreprise turque Otokar, en charge de délivrer les blindés COBRA II à la Roumanie, a été contrainte en janvier 2026 de [payer une compensation de 40 millions d'euros](#) à Bucarest en raison des retards de livraison. Par conséquent, ce fait d'actualité invite à la prudence et à ne pas exagérer les capacités de production turques.

Au-delà des seules performances techniques de ces équipements, les choix de Varsovie et de Bucarest sont également animés par des considérations politiques. Maintenir la Turquie « ancrée » dans le flanc européen apparaît comme un moyen d'éviter son basculement éventuel vers la Russie, d'autant que si la guerre dépassait les frontières de l'Ukraine, il est fort probable que ces deux pays soient en première ligne.

Un partenariat risqué ?

Enfin, [de nombreux commentateurs](#) ont fait remarquer que, depuis au moins une décennie, la Turquie prenait une trajectoire de puissance jugée parfois contraire aux intérêts de l'OTAN. Par conséquent, l'associer à un projet d'autonomisation de la défense européenne pourrait lui conférer un levier de pression en cas de divergences sur la façon de mener sa politique étrangère. Les exemples plus souvent cités sont ses réticences à l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN à la suite de l'invasion massive de l'Ukraine, ou encore l'attitude jugée ambiguë d'Ankara vis-à-vis de la Russie. Le veto turc à l'endroit de la Suède et de la Finlande était présenté comme un moyen pour Ankara de réaffirmer l'importance de son appartenance à l'OTAN et de contraindre Stockholm et Helsinki à expulser des dissidents kurdes. C'est à la suite de ces expulsions que la Turquie a validé leur adhésion.

Concernant l'attitude dite « trouble » de la Turquie vis-à-vis de la Russie, il serait plus judicieux de la qualifier de prudente et de pragmatique, d'autant que celle-ci ne commence pas avec l'AKP, mais au moins à la chute de l'Union soviétique, à partir de laquelle Moscou et Ankara ont noué des liens économiques forts sans que cela ne se traduise forcément par des convergences politiques profondes. De plus, dans la majorité des théâtres extérieurs où Russes et Turcs sont impliqués, ces derniers défendent des positions adverses. Par exemple, le fait que la Turquie soit le dernier membre de l'OTAN [à avoir abattu un avion](#) de combat russe le 24 novembre 2015 à la frontière turco-syrienne démontre la rémanence des tensions entre Ankara et Moscou.

À ce propos, on a vu que la Turquie a vendu des [armes à l'Ukraine](#) (des drones, notamment) sans que ses liens économiques vis-à-vis de la Russie ne l'en dissuadent. Ce précédent est éclairant pour envisager un scénario de conflit direct entre la Russie et des pays membres de l'UE qui auraient approfondi leur coopération défensive avec Ankara. Dans ce cas, la Turquie se garderait

sans doute de toute implication directe, mais il est probable qu'elle maintienne ses livraisons d'armements, et ce, pour une raison très simple. L'économie turque est dans une situation très difficile, frappée par l'inflation. Elle a donc tout intérêt à exporter ses armes à des fins de profit économique : les exportations de biens manufacturés de son industrie de défense auraient atteint [10 milliards de dollars](#) en 2025.

Une autre réticence de la part de certains décideurs européens provient de la crainte que des divergences politiques avec la Turquie fassent de la coopération en matière de défense un levier de pression utilisé par cette dernière à des fins de chantage. Cela dit, même si des tensions pouvaient surgir, cela n'infléchirait pas une coopération turco-européenne. De fait, la suspension des exportations d'armements décidée par des pays européens comme la France ou l'Allemagne en 2019 à la suite de l'intervention militaire de la Turquie au nord de la Syrie pourrait accréditer la thèse d'une coopération vulnérable aux tensions politiques. Cependant, ce précédent doit être nuancé à l'aune de développements récents. Par exemple, en 2025, l'Allemagne a brièvement suspendu son feu vert pour la vente d'Eurofighters à la Turquie afin de protester contre l'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoğlu, le 19 mars 2025, avant de [lever son veto](#) quelques mois plus tard. Cela suggère donc que les tensions politiques constituent davantage des facteurs de ralentissement que des obstacles durables à la coopération en matière de défense.

Enfin, afin de montrer la résilience des partenariats commerciaux en dépit des désaccords politiques, le cas des relations entre les [Émirats arabes unis](#) et la Turquie est à cet égard éclairant. Pendant une décennie, Ankara et Abou Dhabi se sont affrontés par procuration sur plusieurs théâtres géopolitiques, notamment en Libye et en Syrie. Si l'accord sur la vente d'armes turques à destination de la monarchie du Golfe [en 2022](#) se situait dans un contexte de détente entre les deux États, il n'a pourtant pas mis fin à leur rivalité. Notamment, avec le retour de la guerre civile au Soudan en 2023, Abou Dhabi est un [soutien actif des Forces de soutien rapides](#) là où Ankara affirme [son soutien au Conseil de souveraineté de transition](#). Pour autant, ce conflit indirect n'a non seulement pas mis fin aux accords commerciaux, mais les Émirats arabes unis demeurent parmi les [trois plus grands acheteurs d'armes turques](#), sans que leur rivalité n'ait de répercussions sur les relations commerciales entre Ankara et Abou Dhabi. Cela illustre une constante de la politique étrangère turque : la capacité à dissocier rivalité géopolitique et coopération commerciale, y compris en matière d'armement. Il est donc probable qu'une interdépendance accrue entre des États de l'Union européenne et la Turquie résiste à leurs mésententes.



Ainsi, la trajectoire du complexe militaro-industriel turc met en lumière le passage progressif d'une dépendance structurelle vis-à-vis de ses alliés occidentaux à une stratégie assumée d'indigénisation. Cette transformation, amorcée dans le contexte lié à des embargos et aux mutations de la sécurité régionale, s'est accélérée au cours des deux dernières décennies sous l'effet du technonationalisme, des impératifs sécuritaires régionaux et d'une volonté de projection militaire régionale. Dans cette optique, la Turquie est à la fois un partenaire potentiel et un facteur d'incertitude pour les Européens. Cependant, ainsi que souligné dans cette étude, la question n'est peut-être plus tant de savoir si la Turquie doit être associée à la défense européenne que de savoir sous quelle forme cette association pourrait se structurer. [Le rachat récent de l'entreprise italienne Piaggio Aerospace par Baykar](#) a ainsi montré la pleine capacité de la Turquie à asseoir sa légitimité dans l'industrie de défense européenne.

Crédits photo : [sevenkingdom](#)



Albert Kandemir

Albert Kandemir ([@Albert_Kandemir](#)) est depuis septembre 2022 doctorant en relations internationales au Centre Thucydide de l'université Paris Panthéon-Assas et ATER en science politique depuis 2024. Sa thèse porte la trajectoire de la puissance turque depuis 2002. Binational franco-turc, il effectue régulièrement des travaux de terrain en Turquie et a conduit de nombreux entretiens avec des enseignants-chercheurs, des journalistes, des diplomates et des politiciens turcs.

Comment citer cette publication

Albert Kandemir, « Quelles perspectives de coopération entre la Turquie et l'Union européenne en matière d'industrie de défense ? », *Le Rubicon*, vol. 6, 27 mai 2026
[<https://lerubicon.org/quelles-perspectives-de-cooperation-entre-la-turquie-et-lunion-europeenne-en-matiere-dindustrie-de-defense/>].